

Comme pour le climat, la science est indispensable à chaque objectif du développement durable

29 mars 2018, 17:48 CEST



À l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), à Nairobi au Kenya. Kate Holt/Africa Practice/DFAT, CC BY

Auteur



Jean-Paul Moatti

Président-directeur général, Institut de recherche pour le développement (IRD)

Le GIEC, qui fête cette année ses 30 ans, a joué un rôle de lanceur d'alerte sur la réalité du réchauffement climatique, le rôle que les activités humaines jouent dans ce phénomène et les dégâts irréversibles qu'il est susceptible de causer.

Ses rapports à venir seront décisifs pour réaliser l'objectif de l'Accord de Paris visant à limiter à 2 °C d'ici la fin du siècle la hausse moyenne des températures. Voire, celui plus ambitieux, de limiter cette hausse à 1,5 °C.

Lancé en 1988, le GIEC incarne un modèle quasi-unique, au plan international, d'articulation entre science et prise de décision. Car il combine une synthèse formalisée et transparente des connaissances existantes, et des incertitudes qui persistent, conduite en toute indépendance par la communauté scientifique, avec un rôle explicite de contribution au processus politique multilatéral des conférences intergouvernementales sur le climat (les COP).

Il est donc indispensable qu'il continue à disposer des moyens lui permettant de poursuivre ce rôle, en dépit des menaces que le retrait américain de l'Accord de Paris font peser sur son financement, dont

les États-Unis assuraient 45 % jusqu'à présent.

La nécessité d'un nouveau multilatéralisme

Il est toutefois illusoire, dans un contexte géopolitique mondial troublé, d'attendre des seuls accords entre gouvernements la mise en œuvre d'objectifs qui heurtent souvent les intérêts économiques.

Cette situation vaut pour la lutte contre le changement climatique mais concerne aussi les 16 autres objectifs du développement durable (ODD) pour 2030, adoptés en septembre 2015 par les pays membres des Nations unies.

Pour que ces changements s'engagent véritablement, des coalitions d'acteurs transcendant les clivages traditionnels entre secteur public et privé, ainsi qu'un nouveau modèle en rupture avec le droit international classique, doivent être mis en place.

Il s'agit d'inventer une nouvelle forme de multilatéralisme ouvrant une troisième voie entre le productivisme refusant toute prise en compte des limites des ressources planétaires et une décroissance qui interdirait aux populations des pays en développement l'accès aux indispensables améliorations de leur niveau de vie.

Le One Planet Summit, organisé fin 2017 par la présidence française, a montré que de telles coalitions pouvaient être élaborées avec succès pour inscrire la lutte contre le réchauffement climatique dans l'économie réelle.



Les 17 objectifs du développement durable. ONU

Pérenniser la recherche

À court et moyen terme, ce sont les pays de la zone intertropicale et méditerranéenne qui sont les plus

directement vulnérables aux conséquences du réchauffement.

Or s'il s'est efforcé dernièrement de mieux associer les scientifiques de ces pays, le GIEC n'est pas le mieux équipé pour relever le formidable défi du renforcement de leurs capacités de recherche.

L'Afrique demeure aujourd'hui le parent pauvre de la science avec un nombre de chercheurs par habitant 40 fois inférieur à la moyenne mondiale, et 2 % seulement du total des publications scientifiques.

Cette situation constitue un handicap pour les avancées de la connaissance. Et en particulier celle du climat qui, pour parvenir à des prédictions régionales fiables de l'impact du réchauffement global, doit s'appuyer sur des observations combinant télédétection satellitaire et mesures réalisées *in situ* sur de longues périodes de temps.

Aujourd'hui, les données fiables manquent cruellement et le financement visant à pérenniser des laboratoires de recherche compétitifs doit devenir une priorité des gouvernements du continent africain comme de l'aide publique au développement.

Une mise œuvre complexe

Le succès de la lutte contre le réchauffement est tributaire de celui des 16 autres objectifs du développement durable, des synergies positives, mais aussi des contradictions potentielles dans leur mise en œuvre.

Ainsi, alors que près de la moitié des 7,6 milliards d'humains souffre actuellement d'une forme de malnutrition, qu'il s'agisse de sous-alimentation ou d'obésité, il faudra d'ici 2050 satisfaire les besoins d'une population comptant plus de deux milliards d'individus supplémentaires.

Or jusqu'à présent, l'augmentation de la productivité agricole s'est alimentée d'une croissance exponentielle du recours aux produits chimiques, les paysans chinois utilisant par exemple les engrais non organiques à un taux par hectare supérieur de 70 % à la moyenne mondiale.

Si cette tendance ne s'inverse pas, l'agriculture qui contribue déjà au quart des émissions de gaz à effet de serre verrait sa part augmenter à 70 % d'ici 2050... en contradiction ouverte avec l'objectif climatique !

À l'inverse, alors que l'on assiste à une concentration de la richesse mondiale historiquement sans précédent entre les mains des 10 % les plus privilégiés de la population mondiale, et que plus de la moitié des 760 millions de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,9 dollar par jour se concentre en Afrique subsaharienne, la lutte sur le climat ne doit pas conduire à freiner la croissance indispensable pour éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités.

Un rapport d'évaluation pour le développement durable

On pourrait multiplier les exemples démontrant combien le développement durable a besoin des apports de la science et de leur traduction concrète.

Le monde ne pourra en effet faire l'économie de plateformes de collecte et d'analyses de données scientifiques couvrant tous les aspects du développement durable, de la santé à la biodiversité en passant par la lutte contre les inégalités.

La mise en place de tels dispositifs risque d'être longue mais il faut souligner ici une avancée positive : les Nations unies ont confié à un groupe d'experts scientifiques indépendants un premier rapport d'évaluation, prévu pour 2019, des ODD. L'exemple du GIEC pourrait ainsi être étendu à tous les aspects du développement durable.

Les 30 ans du GIEC sont l'occasion de réinventer un dispositif autour de la lutte contre le réchauffement climatique, dans l'esprit qui a fait sa force : un cercle vertueux entre le champ scientifique et le champ politique, mais qui laisse une place – de plus en plus importante – aux acteurs privés.

Ici, la science peut jouer le rôle de facilitateur, de rapprochement entre des intérêts et des points de vue divergents, mais qui ont en commun le souci de favoriser le développement durable.

Jean-Paul Moatti participera ce vendredi 30 mars à la conférence organisée par la Fondation BNP Paribas, à l'auditorium Glicenstein (Paris) à partir de 12h15 : « Développement durable : faut-il donner le pouvoir aux scientifiques ? ». Informations et inscription gratuite [ici](#).



**FONDATION
BNP PARIBAS**



Afrique **développement** **climat** **GIEC** **développement durable** **science** **changement climatique** **Accord de Paris**
recherche **décroissance** **Fondation BNP Paribas** **science de la durabilité**